

Administration (tel. 1182) - Rédaction (tel. 382)

12, Montagne-aux-Herbiers-Potagères, 12

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.

## ABONNEMENTS

**BELGIQUE** : Un an, 40 fr.; 6 mois, 25 fr.; 3 mois, 15 fr.

**Étranger** : Un an, 50 fr.; 6 mois, 30 fr.; 3 mois, 18 fr.

Hollande et Grand-Duché de Luxembourg : 3 mois, 8 fr.; 6 mois, 12 fr.; 1 an, 20 fr.

À l'étranger, la plupart des bureaux postaux de l'étranger des abonnements avec réduction sur ces prix.

## « Imposer, c'est prévoir »

L'étude des projets d'impôts se poursuit, elle doit se poursuivre dans le calme, avec la maturité, toute la maturité nécessaire. On n'improvise pas en ces matières. Malheur au parti qui improviserait des charges nouvelles, sans prendre la peine de considérer quelle en sera la répercussion !

M. le ministre des Finances a donné l'exemple. Quand les plaintes se sont élevées, il n'a pas opposé un nolumus, ou un non possumus, qui eût été également en contradiction avec les intérêts du gouvernement et les prescriptions de la raison. Il a répondu : « Soit ; étudions ; voyons à nous mettre d'accord ».

Les impôts, toujours portés à l'emballage ou au décaissement, pourraient seuls lui donner tort. Le contribuable est arabe, disait malicieusement M. Delhousne, ministre d'Etat du Gauche, à M. Frère et à M. Graux, lors de la discussion des impôts proposés par ce dernier, en 1903. Nichelet a observé que la question financière joue un rôle plus important dans les troubles et révolutions que toute autre question. Qu'on condamne, si l'on veut, cette remarque comme favorisant à l'excès les théories du matérialisme historique, il n'est pas moins certain qu'elle a du vrai ; imprudent à qui n'en tiendrait compte largement.

La prudence est rigoureusement de règle ; elle l'est d'autant plus quand il s'agit d'orienter dans des directions nouvelles le système des impôts. On a vu, en ces dernières années, combien il en a coûté à la France d'être menacée de l'impôt sur le revenu avec son cortège d'investigations inquisitoriales. Le ministre radical de M. Clémenceau a dû reculer devant les conséquences, immédiatement visibles, de cette menace. La Suisse et la Belgique, la Belgique surtout, en ont, par contre, ressenti le contre-coup le plus heureusement du monde. Les capitaux français ont afflué en Belgique. Sait-on que des dix milliards investis dans les affaires belges, la moitié est d'origine étrangère ? Tel établissement bruxellois perdrait 50 % de sa clientèle si celle-ci ne trouvait pas en Belgique plus de sécurité qu'en France. Les économistes et les politiciens ont assez insisté, naguère, sur les détestables effets d'une politique détestable ; jamais, en Belgique, on ne se serait cru autorisé à en appréhender l'application sous un gouvernement de droite.

C'est à quoi tout le monde a le devoir de réfléchir. Et, on en peut être convaincu, grand est le nombre de ceux qui y réfléchissent. On a les plus sérieux motifs de croire qu'il est des barrages qui ne s'abaisseront devant le flot des innovations dangereuses.

Notre feuilleton :

## QUO VADIS ?

en cinquième page.

## « Les finances de la Belgique »

Sous ce titre, nous lions dans le dernier n° du Bulletin de la Chambre de Commerce belge de Paris :

Il est intéressant de montrer les différences qui existent entre le budget belge et le budget français. Ce dernier est surtout un budget fiscal qui est alimenté par des produits d'impôts et qui a pour but d'assurer le fonctionnement des services publics ; ce n'est que depuis le rachat de l'Ouest, que les recettes présentant un autre caractère ont pris une certaine importance ; elles ne représentent guère, cependant, que le dixième des ressources totales du Trésor. Tout différent est le caractère du budget belge, qui est devenu, depuis la nationalisation graduelle des chemins de fer, un véritable budget industriel. C'est ainsi que les revenus provenant de l'exploitation de l'outillage national — et, notamment, du réseau des chemins de fer — représentent 55 % environ des recettes budgétaires prévues pour l'exercice 1913.

Ce caractère particulier du budget belge entraîne des conséquences importantes. La première de ces conséquences est la tendance normale à une augmentation rapide des totaux budgétaires. Le budget belge ne s'élevait pas à 400 millions de francs il y a une vingtaine d'années ; celui de l'exercice en cours atteint 755 millions de francs ; l'augmentation est donc de près de 100 %. Mais il n'en faudrait pas conclure que les charges du contribuable belge se sont accrues dans la même proportion. Ce sont surtout les recettes provenant des services industriels assumés par l'Etat qui ont augmenté depuis un quart de siècle. En fait, on doit même considérer que la Belgique est un pays modérément imposé ; les ressources provenant des impôts et des droits de douane ne représentent guère, en effet, que 40 à 45 francs par habitant ; c'est une moyenne qui n'a rien d'exceptionnel et qui, en tout cas, est notablement inférieure à celles que l'on peut calculer pour la France, sinon pour la plupart des autres Etats de l'Europe occidentale.

Le budget général belge est toujours établi d'une manière très sérieuse, les ministres des finances s'efforçant de serrer la réalité le plus possible. C'est ainsi que, à l'inverse de ce qui se passe trop souvent en France, il est de règle d'ouvrir des crédits suffisants pour faire face à tous les besoins qu'il est possible de déterminer au moment de l'élaboration du budget ; aussi, le fléau des crédits supplémentaires demandés en cours d'exercice et, parfois même, après sa clôture, ne s'élève-t-il pas, en Belgique, avec la même intensité qu'en France. D'autre part, les recettes sont évaluées, non d'après la règle rigide de la pénalité annuelle, mais d'après les résultats des recouvrements récents. Grâce à cette rigueur dans les évaluations, les mécomptes sont fort ra-

## Tyrannie bloquée dans le Grand-Duché. — Scènes « portugaises » à la Chambre.

On nous écrit de Luxembourg, 3 juillet :

Notre pays, est depuis longtemps habitué à voir la Chambre perdre un temps précieux en querelles personnelles. — La scène, qui a eu lieu, hier, dépassait cependant tout ce que nous avons pu voir jusqu'ici. Un étranger peut difficilement se faire une idée de la situation que la tyrannie bloquée a faite à la minorité catholique, qui cependant représente plus du tiers de la Chambre.

Dans tous les pays à régime parlementaire, il est d'usage d'accorder à la minorité une représentation aussi bien dans le bureau qui préside aux délibérations que dans certaines commissions permanentes. A Luxembourg rien de pareil : Le président, le vice-président, les secrétaires effectifs, les secrétaires suppléants, appartiennent au bloc, de même tous les présidents, vice-présidents et secrétaires des sections, tous les membres des commissions permanentes, celle des pétitions, celle des comptes, etc. On avait cette année complètement exclu aussi la minorité de la section centrale du budget.

Ce qui est plus grave cependant, c'est que la rédaction du compte-rendu sténographique aussi bien que du compte-rendu analytique sont sous la direction du rédacteur en chef de la « Luxemburger Zeitung », l'organe haineux du bloc libéral-socialiste et de la loge maçonnique, un journal dont l'autorité ecclésiastique s'est vu obligée d'interdire sévèrement la lecture. Ces comptes-rendus sont rédigés avec une partialité éhémère. Chaque fois qu'un cours de débats il tombe une parole qui pourrait être désagréable à un socialiste ou à un libéral, elle est supprimée au compte rendu. Il est alors marqué simplement, bruit, tumulte ou interruption de M. X sans préciser autrement, alors que les injures les plus grossières adressées à des catholiques sont minutieusement rapportées.

Le lecteur du compte rendu doit forcément croire que les catholiques se laissent prodiguer toutes les injures sans savoir répondre. Or ce compte rendu a une publicité immense, il est distribué gratuitement à tous les électeurs. C'est par cet organe et aux frais de l'Etat que le bloc libéral-socialiste cherche à induire en erreur l'opinion publique. Quelques catholiques fatigués de se voir ainsi tromper et falsifier le compte rendu ont pris le parti d'user d'un droit qui est reconnu aux orateurs dans tous les parlements. Ils ont voté le sténographe pour rétablir les passages de leurs discours qui avaient été systématiquement omis par la rédaction.

La semaine dernière a eu lieu la discussion d'une interpellation au sujet des accidents d'automobiles. — Il n'existe dans le Grand-Duché aucun impôt sur les autos et le règlement concernant la circulation de ces véhicules est resté lettre morte et du reste insuffisant. — Aussi tous les jours les journaux rapportent les accidents les plus graves de personnes écorchées, tuées ou mutilées par des automobilistes, qui le mal fait disparaissent lâchement en gagnant une des frontières. Il ne faut pas oublier que dans le Grand-Duché, il est peu d'endroits où on ne puisse passer une heure à 20 minutes passer une des frontières du pays. Dans les derniers jours, nous avons eu à ce sujet plusieurs exemples qui ont ému le pays entier. Un courageux député catholique, M. Kayser s'est fait l'écho de l'indignation générale en adressant la semaine dernière une interpellation au gouvernement au sujet de la fréquence des accidents d'automobiles. Bien mal lui en prit. Les socialistes et les libéraux tombèrent aussitôt à bras raccourcis sur le malheureux interpellateur.

M. Welter, le dictateur de la Chambre et du pays, chef du groupe socialiste, déclara que l'automobile marque un grand progrès de l'humanité et que le progrès marche toujours sur les cadavres. Que donc les malheureux prolétaires qui se trouvent sur le chemin de ces engins du progrès n'avaient qu'à se garer. C'est cependant le jeune député Müller, un représentant de la ploutocratie libérale, qui fut le plus violent. Arrivé un peu tard à la séance, après déjeuner, il entra pendant le discours de M. Kayser et se crut personnellement visé ; bien à tort cependant, car M. Kayser avait parlé avec grand calme et modération. M. Müller lança à M. Kayser les injures les plus grossières. Le député catholique riposta qu'il levait la séance. Comme toujours la sténographie n'avait entendu que les injures des bloqués et avait été sourde du côté droit. M. Kayser avait la publication du compte rendu alla revoir la sténographie et rétablit une seule phrase par laquelle il avait répliqué à une grossière injure de son adversaire.

Ce fait a donné lieu à un incident qui, hier, a pris toute la séance. M. Müller accusa M. Kayser d'avoir faussé le compte rendu en introduisant une phrase qui n'avait pas été entendue par les sténographes. M. Kayser maintint les paroles qu'il déclarait avoir prononcées. Le député libéral alors s'éleva dans l'hémicycle et se jeta sur M. Kayser. Il s'en suivit une rixe en laquelle le sténographe n'avait entendu que les injures des bloqués et avait été sourde du côté droit. M. Kayser avait la publication du compte rendu alla revoir la sténographie et rétablit une seule phrase par laquelle il avait répliqué à une grossière injure de son adversaire.

Ce fait a donné lieu à un incident qui, hier, a pris toute la séance. M. Müller accusa M. Kayser d'avoir faussé le compte rendu en introduisant une phrase qui n'avait pas été entendue par les sténographes. M. Kayser maintint les paroles qu'il déclarait avoir prononcées. Le député libéral alors s'éleva dans l'hémicycle et se jeta sur M. Kayser. Il s'en suivit une rixe en laquelle le sténographe n'avait entendu que les injures des bloqués et avait été sourde du côté droit. M. Kayser avait la publication du compte rendu alla revoir la sténographie et rétablit une seule phrase par laquelle il avait répliqué à une grossière injure de son adversaire.

Ce fait a donné lieu à un incident qui, hier, a pris toute la séance. M. Müller accusa M. Kayser d'avoir faussé le compte rendu en introduisant une phrase qui n'avait pas été entendue par les sténographes. M. Kayser maintint les paroles qu'il déclarait avoir prononcées. Le député libéral alors s'éleva dans l'hémicycle et se jeta sur M. Kayser. Il s'en suivit une rixe en laquelle le sténographe n'avait entendu que les injures des bloqués et avait été sourde du côté droit. M. Kayser avait la publication du compte rendu alla revoir la sténographie et rétablit une seule phrase par laquelle il avait répliqué à une grossière injure de son adversaire.

Ce fait a donné lieu à un incident qui, hier, a pris toute la séance. M. Müller accusa M. Kayser d'avoir faussé le compte rendu en introduisant une phrase qui n'avait pas été entendue par les sténographes. M. Kayser maintint les paroles qu'il déclarait avoir prononcées. Le député libéral alors s'éleva dans l'hémicycle et se jeta sur M. Kayser. Il s'en suivit une rixe en laquelle le sténographe n'avait entendu que les injures des bloqués et avait été sourde du côté droit. M. Kayser avait la publication du compte rendu alla revoir la sténographie et rétablit une seule phrase par laquelle il avait répliqué à une grossière injure de son adversaire.

Jacquin, échevin de l'instruction publique ne cachent pas leur satisfaction de la mesure prise par le ministre en faveur du grade de docteur.

Est-ce parce que, s'il fallait en croire la feuille de Grégoire Grimaud, le projet de l'honorable M. Pouillet est une « contrainte libérale » que les instituteurs socialistes n'en veulent pas ?

Voies navigables et voies ferrées. — La « Gazette » sous le titre « Transports par eau et transports par fer », prête à M. le ministre Levie des théories absurdes et anticonomiques ; c'est qu'il ne lui plaît pas de connaître ou de faire connaître les paroles prononcées par l'honorable ministre des finances au Sénat lors de la discussion du budget des voies et moyens pour l'exercice en cours.

Il s'agit des droits de péage dont, de tout temps, déjà à l'époque du ministre Frère Orban certains demandaient la suppression. Or, M. le ministre des finances, reprenant les thèses de ses prédécesseurs, a démontré que la taxe dont il s'agit est non seulement légitime, mais nécessaire à l'entretien des voies navigables utilisées, non par la collectivité, mais par une catégorie seulement de citoyens.

M. Levie a fait une simple comparaison entre le transport par eau et le transport par voie ferrée, lequel est soumis au paiement de taxes déterminées par les tarifs. Et c'est à dire que M. Levie ait fait la guerre à la batterie au profit du chemin de fer ! La « Gazette » veut-elle le faire accroire à ceux qui n'auront pas le souci de vérifier ses dires ?

M. Levie appelle de tous ses vœux le développement de notre réseau de voies navigables, notamment en vue de l'exploitation des nouveaux bassins houillers ; il voudrait un développement rapide de cet outillage et il va jusqu'à lancer l'idée d'une orientation nouvelle à donner à nos grandes régions ; la Société nationale des chemins de fer vicinaux qui associe les divers pouvoirs publics et des particuliers à une œuvre commune d'utilité générale, lui semble une formule excellente qui, dans un autre ordre d'idées, servirait de plan à la Société nationale des chemins de fer vicinaux.

Le 4<sup>e</sup> degré et M. Sluys. — Nous avons dit qu'un Sluys ou un Smets a été publié dans l'« Etoile » des Loges ou « Requistoire libéral contre le 4<sup>e</sup> degré ». M. Sluys, vice-président de la Ligue de l'Enseignement (maçonnique) et directeur honoraire de l'Ecole normale (maçonnique) de Bruxelles, nous écrit :

Je n'ai ni écrit ni inspiré cet article. Veuillez me laisser dire à vos lecteurs que je suis un grand admirateur du 4<sup>e</sup> degré de St-Gilles, organisé et dirigé par un de mes anciens élèves, et que j'ai présidé la Commission nommée par la ville de Bruxelles pour organiser le 4<sup>e</sup> degré sous trois types différents, répondant aux besoins de l'éducation populaire dans une grande ville. Et permettez-moi d'ajouter que j'approuve, en ce qui concerne le 4<sup>e</sup> degré, le projet de loi de M. Pouillet et son exposé des motifs, et cela avec une particulière satisfaction puisque j'ai constaté que l'honorable ministre emploie en faveur de sa proposition les arguments que nous amis et moi nous avons depuis de nombreuses années fait valoir en faveur de la création du 4<sup>e</sup> degré.

Le pédagogue anonyme de l'« Etoile » en est donc pour ses frais... d'opposition quand même.

La pensée française. — Il faut entendre les Homais de la Loge et les primaires de l'anticléricalisme parler de « la pensée française » et la chercher dans les feuilles, ou athées ou nauséabondes, de Paris.

Une feuille anticatholique, le « Matin » d'Anvers, publie ces lignes de son correspondant parisien, qui jettent un jour sur les organes de la « pensée française » :

Le journalisme parisien, en proie au mercantilisme le plus abominable, n'imprime plus une ligne qui ne soit armoirée. Tout se paie, même ce qui paraît le moins payable. Cela est la honte de l'humanité et que le progrès marche toujours sur les cadavres. Que donc les malheureux prolétaires qui se trouvent sur le chemin de ces engins du progrès n'avaient qu'à se garer. C'est cependant le jeune député Müller, un représentant de la ploutocratie libérale, qui fut le plus violent. Arrivé un peu tard à la séance, après déjeuner, il entra pendant le discours de M. Kayser et se crut personnellement visé ; bien à tort cependant, car M. Kayser avait parlé avec grand calme et modération. M. Müller lança à M. Kayser les injures les plus grossières. Le député catholique riposta qu'il levait la séance. Comme toujours la sténographie n'avait entendu que les injures des bloqués et avait été sourde du côté droit. M. Kayser avait la publication du compte rendu alla revoir la sténographie et rétablit une seule phrase par laquelle il avait répliqué à une grossière injure de son adversaire.

Ce fait a donné lieu à un incident qui, hier, a pris toute la séance. M. Müller accusa M. Kayser d'avoir faussé le compte rendu en introduisant une phrase qui n'avait pas été entendue par les sténographes. M. Kayser maintint les paroles qu'il déclarait avoir prononcées. Le député libéral alors s'éleva dans l'hémicycle et se jeta sur M. Kayser. Il s'en suivit une rixe en laquelle le sténographe n'avait entendu que les injures des bloqués et avait été sourde du côté droit. M. Kayser avait la publication du compte rendu alla revoir la sténographie et rétablit une seule phrase par laquelle il avait répliqué à une grossière injure de son adversaire.

Ce fait a donné lieu à un incident qui, hier, a pris toute la séance. M. Müller accusa M. Kayser d'avoir faussé le compte rendu en introduisant une phrase qui n'avait pas été entendue par les sténographes. M. Kayser maintint les paroles qu'il déclarait avoir prononcées. Le député libéral alors s'éleva dans l'hémicycle et se jeta sur M. Kayser. Il s'en suivit une rixe en laquelle le sténographe n'avait entendu que les injures des bloqués et avait été sourde du côté droit. M. Kayser avait la publication du compte rendu alla revoir la sténographie et rétablit une seule phrase par laquelle il avait répliqué à une grossière injure de son adversaire.

Ce fait a donné lieu à un incident qui, hier, a pris toute la séance. M. Müller accusa M. Kayser d'avoir faussé le compte rendu en introduisant une phrase qui n'avait pas été entendue par les sténographes. M. Kayser maintint les paroles qu'il déclarait avoir prononcées. Le député libéral alors s'éleva dans l'hémicycle et se jeta sur M. Kayser. Il s'en suivit une rixe en laquelle le sténographe n'avait entendu que les injures des bloqués et avait été sourde du côté droit. M. Kayser avait la publication du compte rendu alla revoir la sténographie et rétablit une seule phrase par laquelle il avait répliqué à une grossière injure de son adversaire.

Ce fait a donné lieu à un incident qui, hier, a pris toute la séance. M. Müller accusa M. Kayser d'avoir faussé le compte rendu en introduisant une phrase qui n'avait pas été entendue par les sténographes. M. Kayser maintint les paroles qu'il déclarait avoir prononcées. Le député libéral alors s'éleva dans l'hémicycle et se jeta sur M. Kayser. Il s'en suivit une rixe en laquelle le sténographe n'avait entendu que les injures des bloqués et avait été sourde du côté droit. M. Kayser avait la publication du compte rendu alla revoir la sténographie et rétablit une seule phrase par laquelle il avait répliqué à une grossière injure de son adversaire.

Ce fait a donné lieu à un incident qui, hier, a pris toute la séance. M. Müller accusa M. Kayser d'avoir faussé le compte rendu en introduisant une phrase qui n'avait pas été entendue par les sténographes. M. Kayser maintint les paroles qu'il déclarait avoir prononcées. Le député libéral alors s'éleva dans l'hémicycle et se jeta sur M. Kayser. Il s'en suivit une rixe en laquelle le sténographe n'avait entendu que les injures des bloqués et avait été sourde du côté droit. M. Kayser avait la publication du compte rendu alla revoir la sténographie et rétablit une seule phrase par laquelle il avait répliqué à une grossière injure de son adversaire.

Ce fait a donné lieu à un incident qui, hier, a pris toute la séance. M. Müller accusa M. Kayser d'avoir faussé le compte rendu en introduisant une phrase qui n'avait pas été entendue par les sténographes. M. Kayser maintint les paroles qu'il déclarait avoir prononcées. Le député libéral alors s'éleva dans l'hémicycle et se jeta sur M. Kayser. Il s'en suivit une rixe en laquelle le sténographe n'avait entendu que les injures des bloqués et avait été sourde du côté droit. M. Kayser avait la publication du compte rendu alla revoir la sténographie et rétablit une seule phrase par laquelle il avait répliqué à une grossière injure de son adversaire.

Ce fait a donné lieu à un incident qui, hier, a pris toute la séance. M. Müller accusa M. Kayser d'avoir faussé le compte rendu en introduisant une phrase qui n'avait pas été entendue par les sténographes. M. Kayser maintint les paroles qu'il déclarait avoir prononcées. Le député libéral alors s'éleva dans l'hémicycle et se jeta sur M. Kayser. Il s'en suivit une rixe en laquelle le sténographe n'avait entendu que les injures des bloqués et avait été sourde du côté droit. M. Kayser avait la publication du compte rendu alla revoir la sténographie et rétablit une seule phrase par laquelle il avait répliqué à une grossière injure de son adversaire.

Un abonnement au « Patriote » à partir de ce jour au compte que fr. 2.50 jusqu'au 30 septembre et fr. 5.00 jusqu'au 31 décembre. Le journal est servi des réceptions de la demande l'abonnement.

On s'abonne à tous les bureaux de poste du pays ou par simple carte postale adressée au bureau du journal, 12, rue Montagne-aux-Herbiers-Potagères, Bruxelles.

## Ce qui se passe à Lisbonne.

Les libres-penseurs de Lisbonne, avec l'appui du gouvernement, enfoncent les portes d'un sanctuaire et s'y livrent à une odieuse parodie. — Courageuse protestation des dames de Lisbonne.

On nous écrit du Portugal :

Dans un pays où la liberté de la presse est étrangère, la liberté religieuse n'a pas un sort meilleur. Les Portugais, qui veulent baptiser leurs enfants et enterer leurs morts selon leur conscience, se heurtent aux multiples entraves mises par des lois iniques à la pratique du culte. Mais voici qu'en vertu de la loi de séparation et de spoliation, les libres-penseurs, avec l'appui de la magistrature républicaine, et sous le couvert d'associations cultuelles, volent les églises, patrimoine sacré des catholiques portugais.

A Lisbonne, deux cultuelles, soutenues par les libres-penseurs, les athées et les anticatholiques, se sont fait attribuer deux églises : celle de Graça et de Saint-Vincent. Le Patriarche exilé a aussitôt jeté l'interdit sur les deux églises profanes. Dans la première, le peuple portugais vénérât, de temps immémorial, une image de la Passion, exposée dans une chapelle latérale et objet d'un pèlerinage très suivi le vendredi. La confrérie de la Passion, qui a la garde de cette vénérable image, fit fermer la chapelle aussitôt qu'elle eut connaissance de l'interdiction prononcée par le Patriarche.

Or, voici, d'après un journal indépendant de Lisbonne, l'« O Dia », ce qui s'est passé le vendredi 27 juin à l'église de Graça : « Ce matin, à 8 heures et demie, un représentant du 2<sup>e</sup> arrondissement, le juge de paix et deux ouvriers se sont rendus à l'église de Graça, ont enfoncé la porte de la chapelle de N. S. de la Passion, et y ont apposé comme gardien un carbonario. Non contents de cette violence, ils ont gravi les marches jusqu'au pied de l'Image et ont allumé des cierges !

Hier, après avoir consommé les Saintes Hosties, M. l'abbé avait été le Crucifix et ouvert les deux portes du tabernacle afin que tout le monde put voir que l'autel était profané et l'église fermée au culte.

Les anticatholiques carbonarios formèrent les portes du tabernacle et allumèrent la lampe du sanctuaire, comme si le Saint-Sacrement y était. Ensuite, ils ont ouvert l'église ouverte, sous la garde des révolutionnaires civils (carbonarios). Quelques curieux y sont entrés, mais ce ne fut pas le pieux pèlerinage du vendredi.

L'église de St. Vincent a aussi été ouverte à l'heure habituelle, par ordre du commissaire, mais personne n'y est entré.

Une protestation des dames portugaises au Parlement.

Le jour, qui suit ce scandale, plus de 500 dames de Lisbonne se sont rendues au Parlement pour protester contre cette violation de la liberté religieuse. Une délégation de ces manifestantes a été reçue par les présidents des deux chambres, qui refusèrent d'accepter la protestation parce qu'elle n'était pas écrite sur papier timbré. La manifestation a été d'autant plus extraordinaire qu'elle n'avait été résolue que la veille au soir.

Plus tard, la présidente de la manifestation est allée trouver M. Affonso Costa. Elle lui exposa que la cultuelle de Graça était fermée par des individus non-catholiques, ce qui va à l'encontre de la loi de séparation, laquelle stipule que l'exercice de chaque culte revient aux adhérents de ce culte.

Costa lui répondit que si elles ne voulaient pas de cultuelle, leur confrérie pouvait se transformer en cultuelle, que les dames pouvaient elles-mêmes constituer une cultuelle. Comme ces paroles du ministre provoquaient l'indignation de son interlocutrice, Costa conseilla aux catholiques d'user de leur influence sur les évêques pour qu'ils acceptent les cultuelles ; il affirma qu'en France en 1906 beaucoup de catholiques avaient accepté les cultuelles.

Désirez-vous que nous conseillons à nos évêques d'accepter une institution formellement condamnée par le St-Siège ? Des évêques schismatiques, une église lusitane, non jamais nous n'accepterons cela ! lui répondit la présidente, Mme la comtesse de Aviloz.

M. Costa lui signifia alors que bonne ou mauvaise, la loi doit être exécutée. L'entente s'est terminée par ces mots de Mme la comtesse de Aviloz : « C'est triste, véritablement triste que les Portugais dans leur patrie, demain, quand les cultuelles auront fermé toutes nos églises, les catholiques portugais ne pourront plus aller prier qu'à l'église de Saint-Louis, sous le drapeau français, ou à l'église de Lorette, sous le drapeau italien, ou encore sous la protection de l'Angleterre dans le petit séminaire des Pères anglais. »

## HEURE DOULOUREUSE

On se souvient qu'une hotte d'ignobles injures fut déversée par les échevins et conseillers socialistes de Seraing sur la tête de M. Putzeys, bourgmestre libéral, le jour de son installation. M. Putzeys déféra ses insultes à la justice. Et voici comment, d'après le libéral « Journal de Liège » se termine cet affaire :

La cour d'appel a condamné les échevins Merlot, Delvigne, et Hans à 300 francs d'amende, les conseillers Génard, Dubar et Kinnon à 300 francs, le conseiller Chadrain à 100 francs. Et cela, malgré que ces gaillards, si fougues et si loquaces au Conseil communal, se soient montrés doucereux et prudents au tribunal. Encore un peu, et leur avocat leur faisait donner le bon Dieu sans confession. Le tribunal n'a voulu rien entendre. Le jugement est rendu, il faut s'exécuter, c'est l'heure de la douleur. Voici que les choses se passent. Qui va payer les frais de la cause ? Est-ce le syndicat ? Beaucoup de syndiqués ne l'entendent pas de cette oreille et jurent mordicus qu'ils n'en démoliront pas. Des réunions houleuses ont été lieu à ce sujet. 811 y avait

## La Grande-Duchesse de Luxembourg A BRUXELLES

A STERPENICH.

(DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL.)

Sterpenich, 4 juillet.

C'est une impression de joie, de fraîcheur et de fête qu'éprouvera la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde en franchissant bientôt la frontière belge, à la gare de Sterpenich, d'ordinaire si torride et où anime seul le trafic intense des marchandises qui s'y opère. On a reçu une abondante décoration, du meilleur goût. Tous les pylones et aéroplanes ont été ornés d'oriflammes aux couleurs belges, luxembourgeoises, congolaises et de Nassau ; des trophées de drapeaux ont été semés à profusion tout le long des bâtiments. Des fleurs, des plantes ornementales, des écussons au monogramme de la souveraine complètent cette décoration. Dans l'entrevue un somptueux baldaquin aux tentures de velours grenat, rehaussées d'or, a été érigé. Tout autour un paravent improvisé, étale de jolis tapis grenat. Fais des fleurs encore, des plantes en abondance.

## LA DÉCORATION DE LA GARE DU LUXEMBOURG ET DU QUARTIER.

La visite revêt un caractère charmant de simplicité, de cordiale intimité, symbolisant l'union affectueuse des deux peuples. Sauf les drapeaux arborés en villa aux façades des édifices publics et de nombreux hôtels particuliers, seule la place du Luxembourg a reçu une décoration spéciale : décoration dont la discrétion est d'un bon goût parfait.

Aux angles de la place sont plantés des mâts autour desquels s'enroulent sapriement des cordons de verdure. Ces mâts portent des drapeaux aux couleurs belges, luxembourgeoises (rouge, blanc, bleu, bandes disposées horizontalement), orange et icelloises.

Le square central est entouré d'un guirlande de verdure du plus gracieux effet.

Des trophées de drapeaux sont disposés au-dessus de la porte d'entrée de la gare. La salle d'attente de première classe et l'escalier qui y donne accès ont été interdits au public depuis le matin. Ils sont tendus de grenat et or ; les plantes vertes y ont été amenées à profusion, tandis que, çà et là, des gerbes de fleurs gracieusement disposées, jettent sur le fond de verdure, leurs notes chatoyantes.

## A LA CHAMBRE BELGE.

Au début de la séance de vendredi, M. le vice-président Nerinx s'est exprimé en ces termes :

M. le Président. — Quelques orateurs ont encore inscrits dans la discussion du budget des Travaux Publics. Je les engage à être très brefs et j'exprime le même désir à l'égard de M. le ministre pour sa réponse. Nous pourrions ainsi terminer cette discussion vers trois heures et demie ou quatre heures et la Chambre pourrait s'associer aux souhaits de bienvenue que le pays s'apprête à adresser à la Grande-Duchesse de Luxembourg. (Très bien ! sur tous les bancs.)

M. Poncelet. — Au moment où la Grande-Duchesse de Luxembourg traverse la province que j'ai l'honneur de représenter ici et y est l'objet des acclamations de la population, je tiens à m'associer aux paroles que vient de prononcer M. le Président et à dire les sentiments d'amitié qui lient notre province à un pays, dont les destinées ont été longtemps communes au cours de l'histoire. (Très bien !)

## UNE ATTENTION.

Jeudi soir, M. le ministre des Chemins de fer a ordonné, par circulaire spéciale, d'arborer le drapeau national aux gares et bâtiments dépendant de son département, le long de la ligne par où passait la Grande-Duchesse Adélaïde, au cours de son voyage vers Bruxelles.

en un sténographe, nul doute qu'il eût pu copier une page aussi pittoresque que celle du compte rendu de l'installation du bourgmestre. En attendant, les pauvres condamnés gémissent. Car, s'il en est parmi eux à qui de nombreux et profitables cumuls permettraient à la rigueur de solder l'amende, il en est d'autres qui n'ont pas encore connu les splendeurs de l'arrivée collectiviste, et la perspective d'aller goûter la paille humide du cachot ne leur sourit guère.

## Le projet scolaire en Sections.

La 2<sup>e</sup> section de la Chambre a terminé, vendredi, l'examen du projet scolaire. Elle l'a adopté par 15 voix contre 8. M. Collet a été nommé rapporteur.

M. Pouillet, qui assistait à la séance, a longuement réfuté les objections que M. Buyl avait présentées au cours de ses deux discours. L'honorable ministre a démolit les statistiques présentées par M. Buyl et a démontré, chiffres à l'appui, que le projet Buyl coûterait à l'Etat 15 millions et aux Provinces 2 millions de plus que le projet déposé par le Gouvernement.

M. Collet s'est attaché à démontrer la parfaite constitutionnalité du projet. L'honorable député a demandé que le projet déposé par M. Wocette et relatif aux cantines scolaires soit discuté en même temps que le projet scolaire du Gouvernement.

## LA JOURNÉE

Les socialistes et les réceptions de chefs d'Etats. — Du « Peuple » (compte-rendu de la dernière assemblée de la Fédération socialiste bruxelloise) :

La participation des édiles socialistes gantois à la visite royale fait l'objet d'un débat intéressant. On conclut en décidant à la presque unanimité que les députés de la Fédération bruxelloise posent au Conseil général la question de la participation des mandataires socialistes aux réceptions de chefs d'Etat.

Exposition de la boulangerie, à Liège. — Du 14 septembre au 5 octobre 1913 aura lieu à Liège une exposition professionnelle de la boulangerie. Cette exposition se tiendra dans la salle des fêtes de la Bibliothèque

## ANNONCES (téléphone 1182)

Elles sont reçues exclusivement au bureau de

PATRIOTE, 12, rue Montagne-aux-Herbiers-Potagères et à l'Agence Naves, 5, place des

Sujets demandés : place 1 à 4 petites lignes 0.75

DEMANDES et OFFRES D'EMPLOI : 0.50

— de 1 à 3 lignes : 1.20

(Chaque ligne supplémentaire) 0.40

RECLAMES : (à l'avis des Bourses) la ligne 1.25